

Commerce de guerre, ELBIT et la Suisse

23.11.2020

Categories: Embargo militaire, Israeli Tech

[BDS Suisse: Newsletter](#)

L'initiative « Interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre » sera soumise à la votation du 29 novembre. Elle vise à bloquer des investissements dans les entreprises réalisant plus de 5% de leur chiffre d'affaires annuel avec du matériel d'armement. Une de ces entreprises d'armement nous concerne particulièrement. Il s'agit d'ELBIT.

Des banques – la BNS, l'UBS, Crédit Suisse – ainsi que l'AVS/AI, les fondations et les fonds de pensions, sont les premiers concernés par cette initiative. Le secret entoure souvent les types de placements que font ces institutions. L'instauration de plus de transparence suscitera forcément une discussion au sein de la société civile concernant les types d'investissement éthique, équitable et durable. Est-ce que nous voulons vraiment financer le commerce du matériel de guerre, une industrie bâtie sur la destruction, l'oppression et la mort ?

En tant que BDS, une de ces entreprises d'armement nous concerne particulièrement. Il s'agit d'ELBIT, la plus grande entreprise privée d'armement et de produits sécuritaires d'Israël et qui, avec sa nouvelle acquisition de Israel Military Industries (IMI), fournit 85% des drones et 85 % des munitions du petit calibre à l'armée israélienne. ELBIT a apporté son savoir-faire à la construction du Mur de l'Apartheid et au contrôle des Palestinien-ne-s aux checkpoints en Cisjordanie. L'industrie d'armement et sécuritaire est un des piliers du régime d'apartheid de l'État d'Israël. L'armée israélienne a constamment besoin de nouvelles armes, de produits pour contrôler les foules etc. pour affermir l'occupation et l'oppression des Palestinien-ne-s du Territoire palestinien occupé (tPo). Le fait que ses armes soient « testées sur le terrain » constitue un surplus de valeur qu'ELBIT peut faire valoir auprès des acheteurs. Une partie de ses profits reviennent à l'État d'Israël par le biais des impôts. Actuellement ELBIT est en train de se créer une nouvelle niche avec l'exportation de « cyber weapons ». Vu l'importance de ce nouveau secteur, le gouvernement a facilité l'obtention de permis pour l'exportation de ces armes.

75% des revenus d'ELBIT proviennent des ventes de ses armes et ses produits sécuritaires à l'étranger. La liste de ses clients est longue : pays gouvernés par des dictateurs, mais aussi pays dit « démocratiques », dont la Suisse. Toute dernièrement, des bombes à fragmentation provenant de la compagnie IMI, acquise par ELBIT en 2018, ont été trouvées en Nagorno Karabakh. Fort de son expérience avec le Mur d'Apartheid, ELBIT a apporté ses connaissances à la construction d'une partie du mur entre la Mexique et

Les États-Unis. Expert dans la surveillance, ELBIT est associé à FRONTEX, l'entreprise mandatée par l'Union Européenne et qui surveille la Méditerranée pour éviter le débarquement des réfugiées.

Les relations privilégiées entre la Suisse et ELBIT

Déjà entre 2013 et 2015 BDS avait, avec d'autres organisations, mené une longue campagne pour protester contre le projet d'achat de 6 drones ELBIT. Les drones ELBIT ont joué un rôle important dans l'attaque contre Gaza en 2014 qui a causé la mort de plus de 1'000 civils. Ces mêmes drones continuent à survoler constamment Gaza créant une situation d'insécurité et de terreur pour les habitant-e-s. Les affaires compensatoires liées à l'achat des drones d'ELBIT vont amener cette compagnie à investir 220 millions de francs suisses dans des entreprises suisses. Le plus grand secret entoure l'identité des compagnies concernées. En 2018 ELBIT et RUAG (entreprise dont la Confédération est le seul actionnaire) ont créé une entreprise commune. Et en 2020 l'armée suisse a, une fois de plus, accordé un contrat à ELBIT pour le renouvellement des moyens de ses communications. Chaque fois que les parlementaires interrogent le Conseil fédéral au sujet de la contradiction entre la politique officielle de neutralité et les contrats accordés à une entreprise étroitement lié à l'occupation et à la politique d'apartheid de l'État d'Israël, la réponse est la même : c'est parce que c'est ELBIT qui offre le plus d'expertise et que par ailleurs il n'est pas prévu que la Suisse exporte des prestations ou transfère son savoir-faire vers Israël. On peut se permettre d'en douter. Les dernières révélations concernant l'entreprise de décryptage Crypto AG à Zoug, qui était en fait contrôlée par le CIA et les services de renseignement allemand depuis les années '70, montre bien que la « neutralité suisse » est bien à géométrie (très) variable.

L'initiative pour « L'interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre » est un des moyens permettant à la société civile de faire pression contre le renforcement de l'industrie d'armement et sécuritaire. La course aux armements n'a jamais apporté la paix et la justice sociale et économique.

Pour ces raisons, BDS propose les mesures suivantes

- **la levée du secret concernant les accords passés entre l'armée suisse et l'armée israélienne**
- **une transparence dans le choix d'investissements des banques et des fonds de pension**
- **l'interdiction de tout investissement dans des compagnies d'armement et sécuritaire.**

Au vu des violations du droit international et des droits humains ainsi que le non-respect systématique du droit humanitaire international par l'État d'Israël, ce dernier doit être soumis à un embargo militaire jusqu'à ce qu'il reconnaisse les droits légitimes des Palestinien-ne-s.